

Le ministre des Finances, également, a toujours une autre chose en tête, soit endetter la population. Ce sont les deux seules sources de revenu que le gouvernement actuel et les gouvernements antérieurs ont connues.

Monsieur l'Orateur, l'honorable ministre du Revenu national a, comme en certaines autres circonstances, soulevé l'épouvantail de l'inflation. Il me fait penser à un contrôleur d'aqueduc qui, par crainte d'inonder une ville, ferme les soupapes de l'aqueduc et laisse brûler la ville.

Monsieur l'Orateur, par crainte de l'inflation au Canada, on tient les citoyens «cassés», on les tient taxés, on les tient endettés. Hier encore, on a prolongé pour une autre année l'application de la taxe dite de «progrès social», ce qui avait d'ailleurs déjà été fait antérieurement.

Ce n'est pas avec un ministre du Revenu national comme celui que nous avons aujourd'hui que le Canada va innover; nous allons continuer à être d'éternels «sui-vieux». Nous allons continuer à être d'éternelles succursales de pays étrangers, qui viennent de temps en temps nous offrir quelques millions pour permettre à notre économie de continuer à vivre.

Il serait pourtant facile au Canada d'être un pays modèle, où «la richesse ne fait pas défaut».

L'honorable ministre du Revenu national sait peut-être plus que tout autre en cette enceinte qu'il existe un groupe dans le monde qui contrôle la finance. Il sait que ces gens ont intérêt à voir continuer l'exploitation de l'homme par l'homme, et il nous a semblé vouloir blâmer les gouvernements de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, entre autres, parce que, dit-il, ils n'ont pas appliquée la doctrine du crédit social.

Il aurait dû dire en même temps que c'est son propre parti, le gouvernement d'aujourd'hui, qui en 1935, 1936, 1937, 1938 et 1939 a empêché l'Alberta de mettre en application au moins sept bills privés, qui étaient sur le point d'être présentés à la législature. Ces bills ont été désapprouvés par le gouvernement actuellement au pouvoir, pour empêcher le gouvernement créditiste de l'Alberta de mettre en exécution les principes du crédit social.

Si le crédit social est tellement dangereux, si le crédit social est tellement utopique, si le crédit social est tellement stupide, pourquoi ne pas avoir laissé, en 1935 et en 1939, le premier ministre de l'Alberta de l'époque, l'honorable William Eberhart, mettre en application les principes du crédit social? On s'est servi des institutions supérieures du Canada pour faire déclarer *ultra vires* sept bills de la législature provinciale de l'Alberta, qui avait dans ses statuts et dans ses bills le pouvoir de faire disparaître l'esclavage économique et financier de la province. Monsieur l'Orateur, l'honorable ministre du Revenu national aussi a encore brassé sa vieille soupe sûre où il nous a dit que des millions chaque année sont accordés à la population canadienne sous forme de bien-être social pour activer notre économie.

Monsieur l'Orateur, ces millions qu'il dit qu'on accorde au bien-être social pour activer l'économie, n'activent pas grand-chose, car on enlève d'avance ces mêmes millions à des individus qui travaillent encore pour pouvoir les verser dans la poche de ceux qui n'ont pas la chance de travailler. L'honorable ministre du Revenu national nous a prouvé encore une fois ce soir qu'il veut demeurer dans le régime. Il a peut-être des raisons personnelles pour

rester dans le régime. Au fait, une chose qui nous frappe, partout dans le monde, c'est que les exploitants qui vivent à même le régime ont intérêt à le maintenir, et non pas à le changer.

Monsieur l'Orateur, l'honorable député de Bellechasse (M. Lambert) proposait, cet après-midi à la Chambre, une motion de blâme à l'endroit du gouvernement, pour ne pas avoir appliquée les propositions monétaires du crédit social. Depuis 1935, comme je le disais tantôt, les honoraux députés qui ont siégé en cette enceinte sous l'étiquette créditiste ont offert à maintes reprises des solutions financières concrètes, qui auraient permis au gouvernement actuel, comme à celui qui l'a précédé, de régler définitivement le problème financier au Canada, et qui est à la base de tous les autres problèmes économiques de notre pays.

Depuis maintenant 36 ans, les propositions monétaires du crédit social sont exposées en cette enceinte. Il me semble bien que si le gouvernement n'avait pas crû bon d'appliquer le crédit social à 100 p. 100, il aurait pu au moins, il me semble, appliquer quelques-unes de nos recommandations, afin de pouvoir en constater les résultats. Si le crédit social est si mauvais, comme certains ignorants se plaignent à répéter, le gouvernement aurait pu, il me semble, essayer d'appliquer une ou deux de ses propositions, afin de constater à quel fiasco elles auraient abouti. Mais non, monsieur l'Orateur, les financiers du Canada comme d'ailleurs, ne permettront jamais au parti politique qu'ils ont eux-mêmes financé de mettre à l'épreuve une ou deux propositions du crédit social. Car ça serait là le commencement de la fin de leur contrôle sur les gouvernements, sur les individus et sur l'économie. Mais ça serait également le commencement de la fin de la misère du peuple canadien au sein de l'abondance. Mais ça serait également la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Avant d'entrer dans le vif de mes remarques, j'aimerais lire une partie d'un article paru aujourd'hui dans le journal *La Presse*, signé par Claude Beauchamp et intitulé:

«Les quêteux en avion»

Quand j'étais jeune, j'ai connu toutes sortes de quêteux: des «quêteux» en bicyclette, à pied, ou en voiture. En 1971, il existe des «quêteux» modernes. Je cite l'article de journal que j'ai en main:

M. Robert Bourassa entreprend aujourd'hui son deuxième pèlerinage à New York depuis qu'il a été élu premier ministre du Québec, il y a maintenant près de 11 mois. Chose assez inusité, le premier ministre part de façon très discrète. Sans doute, veut-il éviter de susciter de faux espoirs à l'occasion d'un déplacement dont il ne faut sans doute pas attendre de résultats concrets et immédiats.

Aujourd'hui, M. Bourassa s'en va à New York encore pour rassurer les investisseurs américains... à chaque fois que le premier ministre du Québec est allé à New York, c'était dans le but de rassurer, de rassurer, encore de rassurer. En d'autres termes, on arrive à New York en «quêteux», en «quémandeux», en peureux!

C'est toujours avec le même complexe de gêne, le même manque de confiance, la même attitude négative que l'on entreprend ce périple annuel chez les financiers américains. Ils sont, malheureusement, les vrais maîtres de l'économie, au Canada.

Lorsque surviennent les élections fédérales, ils sont également très intéressés à ce que le même système puisse continuer à exister et, pour ce faire, ils voient à ce